

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 20/09/4.12**

**SEANCE DU 21 SEPTEMBRE 2020**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE VINGT ET UN SEPTEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	31	2	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILLIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTEES :**

Stanislas ROQUEBERT (représenté par le Maire)  
Claudie CARTEREAU-ZUNINO (représentée par Christian BERCOVICI)

**Secrétaire de séance** : Anaïs HATRET

<b><u>VOTE :</u></b>		
<b><u>UNANIMITE</u></b> : OUI	<b><u>POUR</u></b> :	<b><u>CONTRE(S)</u></b> :
<b><u>ABSTENTION(S)</u></b> :		<b><u>BLANC(S) et NUL(S)</u></b> :

**OBJET : Convention cadre d'adhésion à la mission « intérim territorial » du Centre de Gestion du Var**

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire informe l'assemblée que la commune d'Ollioules au diapason des autres communes du Département affiliées au Centre de Gestion (CDG), a été destinataire d'un projet de convention cadre permettant le recours à de « l'intérim territorial ».

Cette disposition prévue par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 permet aux Centres de Gestion à travers cette mission Intérim Territorial, de mettre notamment à disposition des communes des agents expérimentés pour remplacer des agents titulaires, stagiaires ou contractuels momentanément indisponibles ou pour effectuer des missions temporaires de renfort des services.

Ce procédé peu usité mais qui apparaît vertueux et efficace concerne les filières administrative, animation, technique et médico-sociale.

La signature de la convention cadre n'oblige pas la commune étant précisé qu'en cas de recours à cette mission d'intérim, c'est le Centre de Gestion qui reste chargé de l'ensemble des formalités (déclaration URSSAF, paie, fin de contrat).

Madame QUILICI précise enfin que la collectivité rembourse la charge brute du coût mensuel de la rémunération de l'agent majorée de 10 % en couverture des frais de gestion.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Considérant que le Centre de Gestion du Var sollicite les communes affiliées pour promouvoir le recours en cas de besoin, à des missions d'intérim,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la convention cadre permettant le recours à de « l'intérim territorial ».
2. AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**

